



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

emploi et activité

Question au Gouvernement n° 996

Texte de la question

PLAN SOCIAL CHEZ GLAXO

M. le président. La parole est à M. François Loncle, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. François Loncle. En cet instant, j'imagine les salariés de Glaxo - qui sont peut-être devant leur écran de télévision, car ils sont angoissés - écouter, interloqués, stupéfaits, la réponse du Gouvernement. (*" Quelle est la question ? " sur les bancs du groupe UMP.*) L'augmentation du chômage dans toutes nos régions est dramatique. Nous assistons à un déferlement de licenciements, et vous semblez sous-estimer, minimiser à la fois la rapidité de la dégradation et l'ampleur des conséquences sociales. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et quelques bancs du groupe GDR.*)

Dans le département de l'Eure, comme vient de l'expliquer mon collègue, après les annonces de fermetures ou de réduction des effectifs dans la filière automobile, voilà que le numéro un mondial de l'industrie pharmaceutique, Glaxo, licencie la moitié de ses salariés : 800 licenciements - 798 dites-vous pudiquement - sur un effectif de 1 600 personnes. Ce sont 800 professionnels de grande compétence qui sont jetés à la rue, 800 familles qui se retrouvent dans l'angoisse et le désarroi.

Après votre réponse précédente, nous ne comprenons toujours pas cette opération - au sens chirurgical du terme - qui n'a rien à voir avec la crise financière et économique que nous vivons. Les dirigeants de Glaxo prennent le prétexte de la concurrence des médicaments génériques, alors qu'ils en fabriquent eux-mêmes. Leur décision ne se justifie pas, à moins de considérer qu'il s'agit de conforter les profits, d'accroître les dividendes des actionnaires ou d'accumuler de l'argent frais pour racheter d'autres entreprises.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et du groupe GDR.*)

Le groupe Glaxo s'est installé à Évreux avec l'aide financière de la ville, du département et de la région. (*" Remboursez ! " sur les bancs du groupe SRC.*) Qu'allez-vous faire, monsieur le Premier ministre ? Que faites-vous pour empêcher cela (*" Rien ! " sur les bancs du groupe SRC*), alors que plusieurs ministres de votre Gouvernement n'ont pour seule réponse, pour rassurer les salariés, que de prétendre que le site ne fermera pas ? Répondez à ce scandale ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation.

(*Vives protestations sur les bancs du groupe SRC et du groupe GDR.*)

M. Patrick Roy. On veut Fillon !

M. le président. Je vous en prie, monsieur le secrétaire d'État.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation*. Monsieur Loncle, nous ne sous-estimons pas la gravité de la crise, contrairement au parti socialiste qui ne l'a découverte qu'il y a quelques jours, au moment de l'annonce de son plan de relance. (*Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Dès la fin septembre à Toulon, le président Sarkozy, lui, avait pris conscience de l'ampleur de la crise. (*Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur Loncle, la première réponse à cette crise est massive et rapide : c'est le récent vote du plan de relance qui doit permettre de faire repartir l'activité économique dans notre pays, par la voie de l'investissement.

(*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Frédéric Cuvillier et M. Patrick Roy. Zéro !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Nous regrettons que l'opposition, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays, n'ait pas daigné, dans un geste d'élan national, accompagner cette réaction globale, économique, face à la crise.

Mme Marylise Lebranchu. Pour sauver les dividendes !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. La deuxième réponse à cette grave crise, monsieur Loncle, consiste à ne laisser personne au bord du chemin. (*Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Quand le Gouvernement décide de mettre en oeuvre le revenu de solidarité active, de proposer une prime exceptionnelle de 200 euros aux 4 millions de Français les plus démunis, d'augmenter le minimum vieillesse de 7 %, c'est effectivement une réponse à ceux qui peuvent être laissés sur le bord du chemin. (*Mêmes mouvements.*)

La troisième réponse, monsieur Loncle, c'est la prise en compte de la dimension sociale, à travers diverses mesures : l'indemnisation du chômage partiel qui a été revalorisée, les quotas d'heures augmentés pour traverser la crise plus facilement (*Mêmes mouvements*), et le Gouvernement reste ouvert aux propositions des partenaires sociaux dans le cadre de la réunion qui se tiendra à l'Élysée, le 18 février prochain. (*Mêmes mouvements.*)

Ce dont a besoin notre pays, monsieur Loncle, c'est d'un chef qui tienne le cap, et d'une opposition responsable (*Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)...

M. Albert Facon. Carton rouge !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. ... qui fasse des propositions et qui cède moins aux relents de l'extrême gauche (*Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) et qui ne coure pas après la surenchère des motions au sein du parti socialiste ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. François Loncle](#)

Circonscription : Eure (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 996

Rubrique : Pharmacie et médicaments

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 février 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 12 février 2009